

compétent ne puisse être nommé, de là ma curiosité.

L'hon. M. CALDER: Cela ne s'est assurément pas produit dans ce cas.

L'hon. M. MURPHY: J'espère que non. Je suis curieux de savoir pourquoi on n'a nommé personne parmi la douzaine de candidats et pourquoi il a fallu faire d'autres demandes. Le fait que mon honorable ami dit ne rien connaître à la chose augmente mes soupçons que quelque officieux que notre longue résidence ici nous rend familier, quelque soit le gouvernement au pouvoir, s'est occupé de l'affaire. Dans un autre ministère, on a ainsi préparé—pour ne pas dire plus—un poste pour un individu n'habitant même pas le pays et les aptitudes ont été énumérées de telle manière qu'il était le seul susceptible d'être choisi, les autres n'ayant pas la moindre chance. C'est pourquoi je m'occupe de cette enquête et pourquoi je demande à mon honorable ami plus de détails au sujet de cette nomination qu'il ne semble en posséder lui-même.

M. CLARK (Red-Deer): J'aimerais faire quelques remarques générales. Dans une déclaration que j'ai trouvée fort intéressante quand elle a été faite, mon honorable ami le ministre a parlé d'une "politique vigoureuse d'immigration" et il l'a fait par manière de réponse à une question qu'il posait au comité: "Qu'est-ce qu'une politique vigoureuse d'immigration?" Je ne crois pas que le ministre ait trouvé quelqu'un à même de lui dire en quoi consiste une vigoureuse politique d'immigration. Comme je l'ai dit alors, son discours n'était guère compromettant sur ce point là. Il a indiqué quelque peu en quels sens sa politique tenderait vigoureusement et il a aussi laissé comprendre que ses décisions dans ce sens rencontreraient l'opposition absolue des gouvernements européens où s'appliquerait sa politique. Or, comme le ministre semble jusqu'ici opposé à ce qu'on pourrait populairement croire une vigoureuse politique d'immigration, je suis d'accord avec lui. Je ne crois pas qu'une vigoureuse politique d'immigration nous soit nécessaire aujourd'hui. Mes vues sont bien arrêtées sur ce point. J'habite le Canada depuis près de 20 ans et j'ai la foi la plus profonde dans les avantages qu'il offre aux hommes ou aux femmes dignes de devenir citoyens de ce pays, et je prétends que si ce pays était convenablement gouverné—je n'explique pas ce que j'entends par cette phrase, mais il se peut que je le fasse au cours de la discussion du budget—si le pays, dis-je, était bien

gouverné nous devrions avoir une politique d'immigration qui serait vigoureuse au sens d'efficacité, parce que chaque immigrant deviendrait un agent d'immigration non rétribué. Voilà en raccourci, mon idée sur cette question. Je crois que si nous pouvions proclamer au monde, comme nous pourrions parfaitement le faire, étant données les richesses que la Providence et la nature nous ont prodiguées, que le Canada est le meilleur pays de l'univers, celui où la vie coûte le moins et celui où les avantages sont les plus grands, nous obtiendrions les immigrants de la meilleure catégorie, et cela à bon compte.

J'en ai assez dit pour indiquer que si le ministre lui-même est opposé réellement à une politique vigoureuse, je suis d'accord avec lui. Mais quand vous analysez cette question de politique vigoureuse d'immigration; quand vous analysez le mot "vigoureuse" vous pourriez très bien, comme je l'ai indiqué, appliquer le mot à une politique d'immigration si elle réussissait à nous procurer de bons immigrants. Mais il y a un côté vigoureux à la politique du ministre—un côté très vigoureux et d'une vigueur dangereuse, parce qu'il s'agit de la dépense. Je remarque dans les détails de l'administration civile, au moment où le ministre restreint l'immigration—et avec raison, je suis d'accord avec la politique générale de son département—qu'il y a une augmentation de \$50,000 sur l'an dernier pour l'administration civile. J'ai essayé d'exposer clairement mon point de vue, à savoir que si nous n'avons pas une politique vigoureuse pour faire connaître les avantages du Canada elle ne devrait pas être vigoureuse non plus dans la dépense. Nous prêchons l'économie et nous protestons tous de notre sincérité, mais je tiens à faire entrer dans l'esprit de l'honorable ministre, qui est un membre du Gouvernement—je ne veux pas qu'il prenne plus que sa part de la responsabilité—et lui faire comprendre que si nous devons économiser dans la dépense des deniers publics, il faut commencer quelque part. Je voudrais entendre le ministre expliquer l'augmentation de \$50,000 dans l'administration civile seulement. Je crois qu'en tout le département dépense \$2,000,000 et c'est un nouveau département créé depuis la guerre. Si nous devons augmenter nos dépenses de cette façon nous pourrions parler d'économies en théorie, aussi longtemps que nous voudrions, mais nous mènerons rapidement le pays dans un état absolu d'insolvabilité. J'éprouve la plus sincère sympathie pour le ministère à propos des taxes qu'il va

[L'hon. M. Murphy.]